



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 28/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri**

ZA de Conneuil  
6 rue Gaspard Monge  
37270 Montlouis-sur-Loire

Références : VAT20240258

Code AIOT : 0010004774

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri implanté Centre de tri - ZA de Conneuil 4 route de Conneuil 37270 Montlouis-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri
- Centre de tri - ZA de Conneuil 4 route de Conneuil 37270 Montlouis-sur-Loire

- Code AIOT : 0010004774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

–Situation de l'entreprise:

La société SUEZ RV Centre Ouest exploite une installation tri, transit et regroupement de déchets, ainsi qu'une déchetterie réservée aux professionnels sur son site de Montlouis-sur-Loire.

–Point sur le classement de l'établissement:

Les activités de cette installation sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007 actualisant les prescriptions applicables à l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2018 a notamment mis à jour la situation administrative de l'établissement et le montant des garanties financières à constituer.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 5 t (autorisation) ;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 80 t/j (autorisation) ;
- 2710-2.a : installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, e volume de susceptible d'être présents étant de 600 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;
- 2714-1 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 6700 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;
- 2716-1 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume de susceptible d'être présents étant de 2400 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;
- 1530-2: dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant de 2300 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2711-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 400 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2713-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 310 m<sup>2</sup> (déclaration) ;
- 2715 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent étant de 250m<sup>3</sup> (déclaration).

–Projets et investissements:

Sans objet.

–Incidents ou accidents:

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Déchets
- NATECH

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Hierarchie des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 23/05/2024, article L 541-1 II	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.7.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mise à la terre des équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Quantité, volume ou surface autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article Annexe	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.3.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
12	Principes généraux de prévention	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Vérification de la fosse de collecte des jus d'égouttage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.3.3.1.2	Susceptible de suites	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet [...]</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]</li> </ul> <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de</li> </ul>

récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

#### Constats :

Examen du registre des déchets entrants tenu par l'exploitant au titre de l'année 2023:

- le numéro de SIRET des producteurs des déchets n'est pas systématiquement renseigné (exemple : numéro de SIRET absent pour les déchetteries publiques) ;
- le nom, l'adresse, le récépissé et le numéro de SIRET des transporteurs des déchets ne sont pas systématiquement renseignés (exemple : le numéro de SIRET indiqué pour certains transporteurs est uniquement constitué du caractère "0" (exemple : société "Menuit"), le transporteur est parfois uniquement dénommé "autre véhicule" sans précision des autres informations, le numéro de récépissé du transporteur "XPO" n'est pas renseigné).

Par ailleurs, l'exploitant précise qu'il n'admet pas de déchets dangereux sur son site : ceux qu'il détient sont détectés lors des opérations de tri des déchets. Ils sont alors stockés dans un bâtiment dédié dans l'attente de leur récupération par le producteur, ou de leur prise en charge par SUEZ RV si le producteur n'est pas identifiable ou si le producteur missionne SUEZ RV. **L'inspection des installations classées signale que dans ce dernier cas, les déchets dangereux devraient apparaître dans le registre des déchets entrants du site afin d'assurer leur traçabilité.**

**Constat : Le registre des déchets entrants tenu par l'exploitant est incomplet et comporte des erreurs.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : Registre des déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]
- ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

#### **Constats :**

Examen du registre des déchets sortants tenu par l'exploitant au titre de l'année 2023 :

- le numéro de SIRET des producteurs initiaux des déchets n'est pas systématiquement renseigné (exemple : numéro de SIRET absent pour les déchetteries publiques) ;
- le nom, l'adresse, le récépissé et le numéro de SIRET des transporteurs des déchets ne sont pas systématiquement renseignés (exemple : le numéro de SIRET indiqué pour certains transporteurs est uniquement constitué du caractère "0", le numéro de récépissé du transporteur "Avenir Bennes et Services" n'est pas renseigné).

**Constat : Le registre des déchets sortants tenu par l'exploitant est incomplet et comporte des erreurs.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Hiérarchie des modes de traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/05/2024, article L 541-1 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...] 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) la préparation en vue de la réutilisation ; b) le recyclage ; c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) l'élimination.
<b>Constats :</b>  Examen complémentaire des registres des déchets entrants et sortants précités : - l'exploitant a attribué le code de traitement : D13 (correspondant à un traitement par élimination) pour des déchets entrants de de type « plâtre valorisable », « carton, CCR trié » ou encore « bois de classe A » ; - en ce qui concerne le bois de classe A, le code attribué à la plupart des lots de déchets sortants est R12 et la qualification du traitement final associée est "recyclage". Ce mode de traitement est prioritaire par rapport à l'élimination, toutefois il est incohérent avec celui renseigné dans le registre des déchets entrants. Un lot de 2,4 tonnes de déchets de bois (correspondant à des emballages) a été expédié le 05/05/2023 vers une installation ayant réalisé une opération d'élimination, toutefois l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les raisons empêchant la réalisation d'un mode de traitement prioritaire ; - l'exploitant a expédié, le 23/03/2023, 0,42 tonnes de déchets de cuivre vers vers une installation ayant réalisé une opération d'élimination (D5), toutefois l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les raisons empêchant la réalisation d'un mode de traitement prioritaire.  <b>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il respecte la hiérarchie des modes de traitement des déchets.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites précédentes (NC2)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets des ménages, des commerçants, des artisans, des collectivités et des industriels qui sont triés et/ou transitent sur le site des installations proviennent principalement d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observation du 06/02/2023: L'exploitant a indiqué que sur l'année 2022, il avait réceptionné 360 tonnes de déchets non dangereux provenant des départements d'Eure-et-Loir (28) et du Loiret (45) sur les 57000 tonnes reçu en totalité dans l'installation.</i></p> <p><i>Au regard de la totalité des déchets cela représente 0,6% des déchets reçu sur le site. L'exploitant a expliqué que ses imports de déchets était lié essentiellement à des pannes de machines sur les sites des 2 départements précités.</i></p> <p><i>L'exploitant a précisé qu'il allait engager une demande de modification de l'arrêté préfectoral sur ce point, considérant que le transit de déchets non dangereux dans la région Centre-Val de Loire était autorisé par le PRPGD.</i></p> <p><i>Constat du 06/02/2023: L'exploitant réceptionne des déchets du département d'Eure-et-Loir (28) et du Loiret (45) qui ne sont pas du département ou des départements limitrophes.</i></p> <p>Examen du registre des déchets entrants au titre de l'année 2023 : l'exploitant a admis des déchets provenant des départements du Loiret (132 tonnes) et de l'Eure-et-Loir (499 tonnes), mais aussi d'autres départements non limitrophes de l'Indre-et Loire tels que le Cher (6 tonnes), Côte d'Or (6 tonnes) et de l'Ille-et-Vilaine (350 tonnes).</p> <p>L'exploitant déclare qu'un porter à connaissance, visant notamment à solliciter une modification de sa zone de chalandise, est en cours de préparation. Il prévoit de déposer sa demande avant octobre 2024.</p> <p><b>Constat :</b> L'exploitant réceptionne des déchets qui proviennent de départements non limitrophes</p>

à l'Indre-et-Loire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Vérification de la fosse de collecte des jus d'égouttage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.3.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites précédentes (NC4)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fosse de collecte des jus égouttage doit être périodiquement vérifiée ; la vérification, au minimum annuelle, doit être tracée.
<b>Constats :</b>  <i>Observation du 06/02/2023: L'exploitant a présenté le rapport n° T08 287-21 de vérification de la cuve des jus d'égouttage, effectué par la société OSIS le 13/06/2021.  La conclusion du rapport indique qu'il n'y a pas eu de perte d'eau durant une durée de 30 minutes. C'est sur cette base que le rapport conclut que le test est positif est que la cuve est étanche.  L'inspection a indiqué que la durée de 30 minutes n'était pas représentatif d'une éventuelle fuite de la cuve. Aussi, il est demandé à l'exploitant de revoir la méthode ou la durée du test pour s'assurer que la cuve est bien étanche.  Par ailleurs, la dernière vérification a été réalisée au-delà d'une année.</i>  <i>Constat du 06/02/2023: L'exploitant ne réalise pas annuellement la vérification de la cuve de 3 m<sup>3</sup> des jus d'égouttage. L'exploitant doit revoir la méthode la méthode ou la durée du test pour s'assurer que la cuve est bien étanche.</i>  L'exploitant présente le rapport relatif à la dernière vérification périodique de l'étanchéité de la cuve des jus d'égouttage. Cette opération a été réalisée le 16/05/2024, il est précisé que la durée de l'essai est de 24 h, le rapport conclut que l'essai est concluant.
<b>Pas d'écart constaté.</b>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des suites précédentes (D1)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations. Il détermine pour chacune de ces installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observation du 06/02/2023 : L'inspection a constaté la présence d'un plan mentionnant les pictogrammes de dangers à l'entrée du local des déchets dangereux. Les déchets dangereux ou indésirables découverts dans les déchets entrants sont diverses mais en nombre réduits. Ainsi l'inspection a constaté la présence de pneumatiques, de piles, de plaques types fibrociments sans marquage idoine, de bouteilles de gaz, de bouteilles d'hélium et de CO2, de DEEE, .... L'inspection a signalé à l'exploitant que les bouteilles de types hélium, CO2 et autres doivent être positionnées à l'extérieur du bâtiment des déchets dangereux dans des casiers surmontés d'une grille métallique. Par ailleurs, il a été également constaté que le risque de chaque déchet n'est pas mentionné à l'intérieur du local des déchets dangereux.</i></p> <p><i>Constat du 06/02/2023 : La nature du risque n'est pas signalée au niveau des stockages des déchets dangereux. L'exploitant doit positionner les bouteilles de types hélium ou CO2 à l'extérieur dans des casiers surmontés d'une grille métallique afin d'éviter une projection éventuelle et une accumulation de gaz à l'intérieur du local des déchets dangereux dû à une fuite.</i></p> <p>L'exploitant présente le plan de ses installations : les risques associés aux différentes alvéoles et aux stockages sont indiqués. Par ailleurs deux zones ATEX sont signalées (stockage de GNR et emplacement des bouteilles de gaz. Toutefois, ce plan n'a pas été mis à jour suite au déplacement du stockage de bouteilles de gaz en dehors du bâtiment des déchets spéciaux.</p> <p>Visite de l'installation :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- stockage de GNR : <ul style="list-style-type: none"> <li>° la zone ATEX et les consignes correspondantes sont signalées sur la face nord de la rétention (côté pompe de distribution), toutefois, cet affichage n'est pas visible depuis sa face est qui constitue l'un des accès à cette zone de danger. Par ailleurs, la zone ATEX n'est pas clairement matérialisée, et le risque d'incendie n'est pas signalé ;</li> <li>° deux extincteurs, une couverture anti-feu et une réserve de sable sont situés à proximité immédiate ;</li> </ul> </li> <li>- stockage de bouteilles de gaz : <ul style="list-style-type: none"> <li>° une douzaine de bouteilles de gaz sont entreposées dans un casier métallique surmonté d'une grille placé en extérieur, au sud du bâtiment des déchets spéciaux ;</li> <li>° la zone ATEX associée à ce stockage n'est ni matérialisée ni signalée. Les consignes afférentes ne sont pas affichées ;</li> </ul> </li> <li>- bâtiment des déchets spéciaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>° les consignes à respecter sont affichées sur la façade extérieure, à proximité de l'accès ;</li> <li>° les dangers associés à ce local ne sont pas affichés sur la face extérieure de sa porte d'accès.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Constat : Le plan des zones de danger internes à l'établissement n'est pas à jour. Par ailleurs, les zones à risques et les consignes afférentes ne sont pas systématiquement matérialisées et signalées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Mise à la terre des équipements métalliques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des suites précédentes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stockage de GNR : la cuve métallique est reliée à la terre;</li> <li>- stockage de bouteilles de gaz : le plan des zones de danger internes identifie ce stockage comme étant une zone ATEX. Le casier métallique dans lequel sont entreposées les bouteilles de gaz n'est pas relié à la terre.</li> </ul> <p><b>Constat : Le casier métallique dans lequel sont entreposées les bouteilles de gaz n'est pas relié à la terre.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 :** Quantité, volume ou surface autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites précédentes (D4)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Transit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- verres : [...] capacité maximale de stockage en cours : 100 t ;</li> <li>- [...] gravats : [...] capacité maximale de stockage en cours : 58 t [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observation du 06/02/2023 : L'exploitant a indiqué qu'il pouvait s'assurer que les volumes maximums n'étaient pas dépassés, car les déchets sont positionnés dans des alvéoles qui sont déterminés par une hauteur, longueur et largeur fixe.</i></p> <p><i>En revanche, les déchets entrants déterminés par le poids n'ont pas d'alerte précises pour s'assurer que les quantités présentes ne dépassent pas les capacités maximums indiquées à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007.</i></p> <p><i>Constat du 06/02/2023 : L'exploitant ne peut pas se positionner sur chaque flux de déchets au jour de l'inspection.</i></p> <p>L'exploitant déclare qu'il réalise des rondes visant à s'assurer que les volumes maximum ne sont pas dépassés, pour ce faire il vérifie le remplissage des alvéoles. Il présente le logiciel dans lequel les volumes présents sont renseignés.</p> <p>Pour ce qui est des déchets pour lesquels il est définit quantité maximale en masse, l'exploitant déclare qu'il réalise un état des stocks mensuel à partir des entrées et des sorties de déchets. <b>L'inspection des installations classées estime que cet état des stocks pourrait être réalisé selon une fréquence plus régulière.</b></p>

<p>L'exploitant présente son état des stocks au 30/04/2024. Par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence de 70 t de verre (&lt; 100 t) ;</li> <li>- présence de 125 t de gravats (&gt; 58 t).</li> </ul> <p>L'exploitant déclare qu'il prévoit de solliciter une modification des quantités maximales de déchets susceptibles d'être présents sur son site à l'occasion du dépôt de son plan de connaissance.</p> <p><b>Constat : L'exploitant ne s'assure pas que les quantités de déchets présentes dans son établissement respectent les capacités maximales de stockage imposées. En particulier, d'après le dernier état des stocks réalisé, plus de 58 tonnes de gravats sont présentes dans son installation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des suites précédentes (D6)</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observation du 06/02/2023 : L'inspection a analysé le registre de sécurité présent sur site. Sur celui-ci, il est indiqué que les moyens de défense incendie types :</i></p> <p><i>–extincteurs et RIA ont été vérifiés le 05/05/2022 par la société EUROFEU;</i></p> <p><i>L'exploitant a fourni les factures n° 1032731591 et n° 1032731591 du 03/03/2022 justifiant de l'entretien des extincteurs et il a fourni la facture n° 1033445101 du 09/05/2022 justifiant de l'entretien des RIA.</i></p> <p><i>–désenfumages ont été vérifiés le 05/01/2023 par la société Kingspan Light + air;</i></p>

Le rapport mentionne 2 observations (un coffret de commande HS dans le bâtiment de tri n° 1 et une fuite sur ouverture dans le bâtiment n° 2). Un devis de la même société daté du 25/01/2023 a été présenté. Cependant celui-ci n'est pas signé bon pour accord.

–alarme incendie ont été vérifiés le 07/02/2022 par la société Chubb.

L'exploitant a fourni le rapport de vérification n° 17301590 du 7/12/2022 pour le bâtiment Montlouis 1 et le rapport n° 17301591 du 7/12/2022 pour le bâtiment Montlouis 2. Aucune anomalie constaté.

Par ailleurs, l'exploitant a installé récemment 5 caméras thermiques dans le centre de transit des déchets d'ordures ménagères et de déchets non dangereux situés dans le bâtiment dénommé «Montlouis 2», afin de prévenir de tout départ de feu.

Constat du 06/02/2023: L'exploitant justifie que les observations mentionnées concernant les trappes de désenfumage ont été levées.

L'exploitant présente le rapport de vérification de ses trappes de désenfumage en date du 26/04/2024 : aucune anomalie constatée.

Pas d'écart constaté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des suites précédentes (D7)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble des installations électriques doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

Observation du 06/02/2023: L'exploitant a fait vérifier ses installations électriques le 09/01/2023 par la société Bureau Veritas. Le rapport n° 7938934/175.15.1.P daté du 09/01/2023 mentionne 11 observations réparties sur l'ensemble du site. Le devis n° D-23-ICN1-04766 daté du 25/01/2023 de

la société a été fourni à l'inspection afin de justifier des mesures correctives engagées.

L'exploitant a également fait vérifier par la société Bureau Veritas :

–les installations électriques par thermographie le 11/04/2022;

Le rapport n° 14265954/2/1 daté du 15/04/2022 mentionne une anomalie avec un échauffement de la phase 3 en aval d'un interrupteur du coffret de la presse à balle dans le bâtiment Montlouis n° 1. L'exploitant a fourni le devis n° DV3339 DU 17/06/2022 de la société A.M.I 37 pour justifier des actions en cours.

–les portes sectionnelles le 07/12/2022.

*Constat du 06/02/2023: L'exploitant n'a pas fourni le rapport d'intervention permettant de justifier que les mesures correctives ont bien été réalisées sur les installations électriques ainsi que sur l'échauffement constaté par la thermographie, dès réception.*

Examen du rapport de vérification des installations électriques de l'établissement réalisé par un organisme accrédité COFRAC et daté du 12/04/2024:

- 2 défauts sont relevés, dont aucun n'a déjà été signalé lors des vérifications précédentes. L'exploitant déclare qu'il va prendre contact avec une entreprise spécialisées afin de traiter ces défauts ;

- l'attestation Q18 indique que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion;

- le rapport signale que certaines installations n'ont pas été vérifiées en raison d'une impossibilité d'accès à certains locaux (bâtiment déchets spéciaux fermé à clef et non ouvert). L'exploitant s'engage à faire procéder à une vérification complémentaire dans les plus brefs délais.

L'exploitant déclare qu'il a fait procéder aux travaux nécessaires pour traiter le défaut relevé à l'occasion du contrôle thermographique de ses installations réalisé le 11/04/2022. Il présente l'attestation Q19, datée du 16/04/2024, associée au dernier contrôle thermographique de ses installations électriques : aucune anomalie constatée.

**Constat : Les installations électriques de l'établissement sont affectées par deux défauts non résorbés. Par ailleurs les installations électriques du bâtiment déchets spéciaux n'ont pas été vérifiées à l'occasion du dernier contrôle périodique.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien du système foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. [...]

**Constats :**

*Observation du 06/02/2023: L'exploitant a fait vérifier ses installations foudre le 07/07/2022 par la société Bureau Véritas. Le rapport n° 7938934/599.2.1.R daté du 18/07/2022 mentionne 18 observations.*

*Constat du 06/02/2023: L'exploitant n'a pas justifié que les observations mentionnées dans le rapport de vérification de Bureau Véritas n° 7938934/599.2.1.R daté du 18/07/2022 ont bien été levées.*

Examen du rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisé par un organisme certifié F2C et daté du 06/10/2023 : 18 défauts sont relevés.

L'exploitant présente le dossier des ouvrages exécutés correspondant aux travaux de remise en conformité réalisés en avril 2024 par une entreprise certifiée Qualifoudre. Il indique que:

- une pointe de paratonnerre auto-amorçante d'une hauteur totale de 6 m a été mise en place (rayon de protection de 58,2 m), raccordée à deux descentes reliées à la terre a été mise en place;
- un parafoudre de type I a été installé sur le TGBT du bâtiment Montlouis 1, et un autre sur le TGBT du bâtiment accueil;
- un parafoudre de type II a été installé sur la centrale incendie du bâtiment Montlouis 2.

Parmi les défauts relevés lors de la dernière vérification, certains concernent des mesures organisationnelles ou de prévention des risques pour le personnel. Par sondage : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter son carnet de bord foudre, ni de justifier qu'il a transmis au vérificateur la fiche technique de la pointe de paratonnerre auto-amorçante du bâtiment Montlouis 2.

**Visite de l'installation :**

- présence d'une pointe de paratonnerre auto-amorçante en toiture du bâtiment Monlouis 1 et de deux descentes métalliques reliées à la terre, l'une de ces descentes est pourvue d'un compteur de foudre (nombre d'impact enregistré : 0), absence d'affichage d'avertissement à proximité des descentes métalliques (défaut relatif à la prévention des risques pour le personnel) ;
- présence d'une pointe de paratonnerre auto-amorçante en toiture du bâtiment Monlouis 2 et de deux descentes métalliques reliées à la terre, l'une de ces descentes est pourvue d'un compteur de foudre (nombre d'impact enregistré : 0), présence d'affichages d'avertissement à proximité des descentes métalliques.

<b>Constat :</b> Les installations de protection contre la foudre de l'établissement sont affectées par des défauts résiduels (relatifs à des mesures organisationnelles ou de prévention des risques pour le personnel).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 12 : Principes généraux de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action régionale : inondation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.  Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  Voir annexe dédiée.  <b>Constats :</b> a) L'exploitant n'a pas mis en œuvre la totalité des mesures de préparation à la gestion de crise qu'il a définies dans sa procédure inondation. b) L'exploitant ne réalise pas de contrôle périodique des dispositifs d'arrimage de ses cuves. c) L'exploitant doit justifier que les parties inondables de ses installations électriques sont étanches et protégées par un disjoncteur différentiel 30mA.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois